

ASSOCIATIONS

Le RN en opération destruction

Ecologie, accueil des migrants, droits des femmes...
Le parti frontiste veut profiter de l'examen du budget
pour essayer de réduire drastiquement les aides
à un secteur qu'il considère comme un contre-pouvoir.

Par
NICOLAS MASSOL

Récompenser ses partisans, se venger de ses ennemis. Nouvellement converti à l'orthodoxie budgétaire, le Rassemblement national profite de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour faire d'une pierre deux coups : démontrer son sérieux avec des propositions drastiques d'économies qui auront l'avantage, pour l'extrême droite, d'affaiblir, du même coup, les contre-pouvoirs dans la société civile. Le secteur associatif, avec sa culture de la solidarité et de l'entraide sans condition de nationalité ou d'origine, son attachement à l'éducation populaire, son rôle d'animation démocratique et sa défense des groupes minoritaires, en est un. Il avait échappé aux fourches caudines du RN lors de son précédent contre-budget. L'oubli est réparé : alors qu'en 2024, les députés lepénistes exigeaient 430 millions d'euros d'effort aux associations, il réclame cette année 3,2 milliards d'euros d'économies sur les quelque 11,7 milliards de subventions allouées par l'Etat. Soit une

saignée de 27,4 % de sa somme totale. Dans cette potion traîne un arrière-goût revanchard, éternelle passion de l'extrême droite : lors des législatives de 2024, près de 1500 organisations emmenées par le Mouvement associatif, qui représente près de 20 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés, ont signé une tribune pour rappeler que « les valeurs associatives sont incompatibles avec l'extrême droite ». Il n'en serait rien, assure Marine Le Pen. « Nous essayons de ne pas adapter notre politique à une version sectaire donc nous n'entendons pas retirer des subventions à ceux qui ne pensent pas comme nous. C'est une grande différence entre nous et la gauche », protestait-elle, jeudi, lors de la présentation de son contre-budget. Un document interne au groupe frontiste établissant dans le détail le montant des différents coups de rabot et les secteurs visés dit exactement l'inverse. Libé a pu le consulter – il devrait ensuite être décliné en amendements à la partie « dépense » du budget.

Ce tableau du RN donne un aperçu de la vision clientéliste que la formation nourrit à l'endroit du monde associatif. Loin de demander le

même effort à l'ensemble des organisations, celles qui opèrent dans les secteurs où le RN réalise de bons scores sont ainsi totalement épargnées : aucune baisse pour les associations liées à la gendarmerie, la police nationale, les anciens combattants, l'armée ou l'administration pénitentiaire.

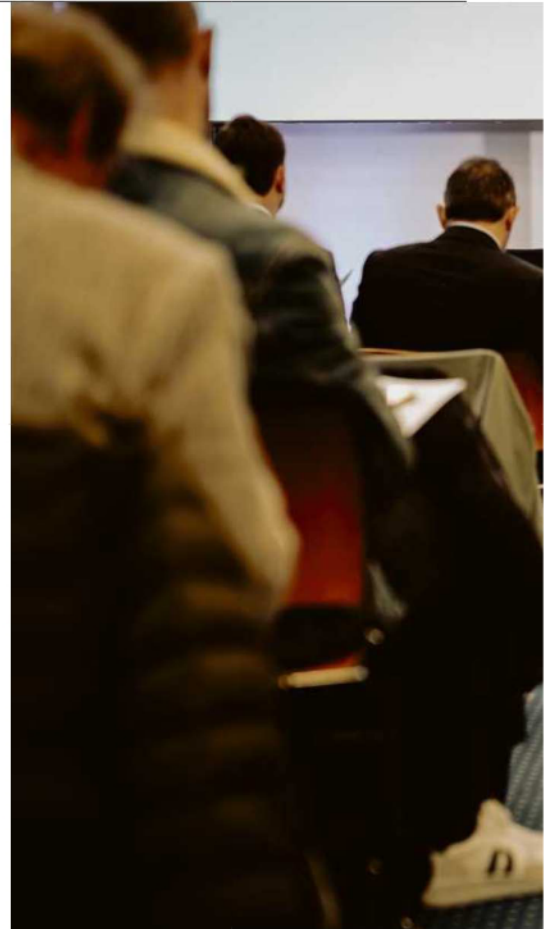
LOURD TRIBUT

Les secteurs identifiés comme hostiles ou incompatibles avec l'idée que l'extrême droite se fait de la France sont seuls mis à contribution. Les associations liées à la politique de la ville sont tondues de 234,5 millions d'euros par an

(soit une baisse de 75 % de leur enveloppe). Celles qui œuvrent pour l'hébergement et le parcours vers le logement des personnes vulnérables se voient amputer d'un quart de leurs subventions, autant que pour la lutte contre la pauvreté (240 millions d'économies). Sans surprise, l'immigration et l'intégration paient un lourd tribut : un demi-milliard en moins (soit la moitié de ce que ces associations reçoivent aujourd'hui), répartis entre l'accueil des primo-arrivants et la garantie de l'exercice du droit d'asile. Mais il y en aura pour tout le monde : les structures engagées dans l'éducation et le développement

des mobilités durables perdront 75 % de leurs crédits, la démocratisation de la culture devra se passer de 140 millions d'euros (un quart de ses ressources), la promotion des droits des femmes devra aussi faire avec 15,8 millions en moins (un quart de ses subsides également). Quant à l'éducation populaire, elle se verra privée de près 60 millions d'euros de subventions.

La saignée ne devrait pas s'arrêter là. Au cours du premier examen du budget en commission, les députés RN ont ciblé les organisations environnementales ou engagées dans la défense des droits des personnes exilées qui « sous couvert d'un statut associatif, détournent [des] avantages fiscaux au profit d'actions illégales ou contraires à l'ordre public ». Notamment les « associations dont l'objet ou l'activité est d'aider à l'entrée ou au maintien sur le territoire national d'étrangers en situation irrégulière », au premier rang desquelles figure SOS Méditerranée, dont les sauvetages en mer valent d'être assimilés à un réseau de passeurs. Mais aussi les structures « reconnues responsables de dégradations, d'occupations illicites ou de rassemblements interdits », parmi



Marine Le Pen et Jean-Philippe Tanguy pendant la présentation du

FRONTAL

Libération renforce sa couverture de l'extrême droite. Chaque mardi, dans notre newsletter « Frontal », retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, par notre cellule de journalistes spécialisés. Pour s'inscrire : libe.fr/frontal



contre-budget du RN à Paris jeudi. PHOTO ALBERT FACELLY

lesquelles L214 qui documente la condition des animaux détenus dans des élevages intensifs. Lors de la présentation de son contre-budget, Marine Le Pen a aussi partagé son intention de s'attaquer aux associations «financées par les collectivités». «Aujourd'hui, on ne regarde plus, par exemple, s'il existe un intérêt communal. [...] SOS Méditerranée par exemple n'a pas d'intérêt communal», a-t-elle développé, sans expliquer comment elle compte dicter aux collectivités la bonne façon de distribuer leurs subventions. Sans doute la baisse de 5 milliards d'euros de dotation pour les régions et les intercommunalités, prévue par le RN, est-elle un moyen d'assécher cette manne.

OFFENSIVE

La formation d'extrême droite peut se targuer d'une certaine expérience dans la répression des associations. A la tête d'une dizaine de mairies depuis 2014, le RN s'attaque régulièrement aux structures jugées trop politisées. Comme le Secours populaire de Hayange, jugé «noyauté par le Parti communiste et pro-migrants» par le

Les secteurs identifiés comme hostiles ou incompatibles avec l'idée que l'extrême droite se fait de la France sont seuls mis à contribution.

maire Fabien Engelmann qui, après avoir raboté les subventions à l'association qui aidait en 2019 près de 400 familles nécessiteuses, a fini par couper l'électricité et l'eau de son local, détenu par la mairie. A Perpignan, ville gérée par le RN depuis 2020, SOS Méditerranée s'est vue refuser son stand au festival Ida y Vuelta organisé par la Casa musicale, un centre culturel dont les subsides proviennent essentiellement de la mairie. A l'Assemblée et dans les conseils régionaux, les élus frontistes vitupèrent régulièrement contre le Planning familial, accusé

de positions trop favorables aux personnes trans. L'offensive de l'extrême droite vient s'ajouter aux coupes déjà proposées par l'actuel gouvernement dans le PLF, que l'ancien socialiste Benoît Hamon, aujourd'hui président d'ESS France a dénoncé dans *Libération* comme «un immense plan social à l'échelle de la nation»: «C'est 90 millions d'euros d'économies sur les services civiques, devenus indispensables pour plein d'associations. C'est 20 millions d'euros en moins pour la politique de la ville qui renove les espaces urbains ou recrée du lien social. Et 44 millions d'euros en moins pour l'éducation populaire qui propose des centres aérés ou des colonies de vacances dans les quartiers ou les milieux ruraux. Rien que pour les acteurs de l'ESS dans les territoires, c'est moins 54%.» Le tout dans un contexte plus que dégradé: alors que le secteur associatif fait vivre 1,8 million de salariés, une enquête commandée par le Mouvement associatif conclut que près de 90 000 emplois sont directement menacés par la baisse des subventions et le manque de trésorerie. ➤

Dans son livre, Jordan Bardella à fond les patrons

Dans son nouvel ouvrage «Ce que veulent les Français», le président du RN dessine une France des chefs d'entreprise, inspirée du modèle trumpiste et sans Marine Le Pen.

Jordan Bardella est un jeune homme pressé. Un an à peine après avoir commis l'autobiographie de sa courte vie (*Ce que je cherche*, Fayard), le président du Rassemblement national s'efforce de graver une nouvelle marche vers sa présidentialisation, en faisant éditer un second livre, *Ce que veulent les Français*, par le groupe de Vincent Bolloré. Marine Le Pen, avait attendu plus de six ans pour passer de la publication du récit de sa vie à celle d'un livre-programme à l'orée de la campagne de 2012. Son dauphin n'a pas le même temps: en cas de condamnation en appel de sa mentore, avant l'été prochain, c'est lui qui devrait ramasser le drapeau de l'extrême droite pour la prochaine élection suprême. L'exercice n'était pas facile: il s'agit pour Bardella d'enfler sa stature et de mettre en scène une relation personnelle avec les Français sans faire de l'ombre à sa patronne. En résulte un objet composite à mi-chemin entre le livre de journaliste, le cahier de doléances et la déclinaison de programme présidentiel, qui s'articule autour de 20 rencontres avec des Français qui évoquent leur métier. Le député européen a le bon goût de s'effacer derrière eux pour se muer en porte-voix de leurs aspirations, sur le modèle des ouvrages de François Ruffin.

Monde enchanté. C'est là que le bât blesse. Loin de se faire l'écho de *Ce que veulent les Français*, comme le promet le titre de son livre, Bardella se borne à relayer l'expérience d'une certaine France. Qui certes l'arrange mais ne correspond pas au pays réel dans sa diversité. Seuls 20% des profils sélectionnés sont des employés ou des ouvriers quand ces catégories représentent 45,3% des actifs. En revanche, pas moins de onze rencontres – 55% du total – sont puisées dans le vivier des chefs d'entreprise, directeurs, cadres supérieurs, artisans et indépendants qui comptent pour moins de 30% des actifs. Voilà pour les chiffres. Certes, le jeune homme a pris soin de ne sélectionner que de petits chefs d'entreprise méritants, qui se sont faits tout seuls, souvent ne se paient pas et vivent en harmonie avec leurs employés qu'ils considèrent un peu comme leurs enfants. Il

faut voir comme il en parle: «Etre patron, ce n'est pas jouer d'un pouvoir. C'est tout faire, prévoir, porter, assumer, parfois tout risquer»; «Au fond, la question d'un patron est: comment se présentera le monde demain? Comment y faire face?» La «France du travail» que dépeint Bardella est ce monde enchanté où les rapports sociaux sont exempts de toute conflictualité, les intérêts convergent par la magie du nationalisme: «Le salarié et le patron ont un seul et même drapeau», écrit-il. Tous communient comme une grande famille dans l'amour de «la France, la vraie. Celle des petites routes, des relais routiers, des villages où il y a un bar, une église, une mairie». Bardella, lui, ne l'oublie pas. En est exclue, à l'inverse, celle venue de l'immigration extra-européenne, totalement absente de son livre – aucun des 20 profils n'en est issu.

Mentore. Dans cet univers harmonieux, la souffrance au travail, les accidents, l'exploitation sont inconnus. Même les grandes entreprises, les multinationales, le CAC40 pourtant décriés à une époque par une Marine Le Pen soucieuse de s'attacher les classes populaires déçues de la gauche, sont épargnés. Les délocalisations ne sont jamais la faute des actionnaires ou des patrons: Bardella consacre tout un chapitre à Florange sans mettre en cause la responsabilité de Mittal dans la fermeture de ses usines en France. C'est à peine si la grande distribution est pointée du doigt lors d'une rencontre avec un agriculteur. L'Union européenne, le libre-échange, les normes environnementales, la bureaucratie et la paperasse sont les seuls maux qui pourrissent la vie des travailleurs. Loin du poujadisme originel du FN, celui des petits contre les gros, Bardella dessine une France inspirée du modèle trumpiste, des petits avec les gros. Ce faisant, il répond à une demande réelle de son électeur, que le politiste Luc Rouban avait déjà saisie dans son enquête *Les Ressorts cachés du vote RN* (Presse de Sciences-Po, 2024): «sortir du salariat, être indépendant, se débarrasser de la bureaucratie d'Etat», autant de moyens de se tirer d'une mobilité sociale en berne. Ce faisant, il s'éloigne aussi du populisme de sa mentore. A la différence de son premier ouvrage, la députée n'apparaît qu'une fois dans le livre de son poulain. A croire que *Ce que veulent les Français* révèle en fait la France dont rêve Bardella: un pays rempli de patrons, sans musulman ou autre immigré extra-européen, et sans... Marine Le Pen.

NICOLAS MASSOL